



# LA MAFIA AN DLO LA OLA LAJAN PASÉ ?

La récente poussée de chaleur autour de la question de l'eau à Capesterre Belle-eau illustre bien les convoitises que suscite ce précieux liquide.

Ainsi, comme en décembre 2008 (autour du prix des carburants), on prend les mêmes et on recommence. En tête de distribution un adjoint au maire de Capesterre (comme en 2008) chargé d'allumer la mèche et en pompier sauveur Victorin LUREL qui débarque avec 22 millions d'argent public.

## KA KI NI DEYE SA ?

Il s'agit surtout de faire rentrer *ladyablès an jé la* en réintroduisant la Générale des Eaux et le SIAEAG dans la danse afin de barrer la route à la régie directe et remettre en marche la machine à *pwofitasyon*.

En premier lieu, ils veulent faire du SIAEAG le syndicat unique de gestion de l'eau potable en Guadeloupe et mettre le château d'eau de la Guadeloupe (Capesterre) sous le contrôle de **VEOLIA- Générales des Eaux** et cela afin de préserver les profits de la multinationale et les intérêts financiers des élus.

Pénurie, coupure, restriction, qualité douteuse, prix exorbitant, réseau défaillant, prix différents, ... sont la conséquence de la *pwofitasyon* de trois multinationales (VEOLIA-Générales des eaux, BOUYGUES-CGSP et GELSENWASSER-Nantaise des Eaux) sur la production de l'eau en Guadeloupe et cela avec la bénédiction des élus qui tirent profit de ce système mafieux.

**LKP réaffirme que LA SEULE MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE UNIQUE DE PRODUCTION SANS METTRE EN REGIE DIRECTE LA GESTION DE L'EAU NE RESOUT PAS LA PWOFITASYON SUR L'EAU.**

Bien entendu, ce dispositif entraînerait une unification du prix de l'eau et peut être une très légère baisse du prix moyen du mètre cube. Mais il ne s'attaque pas au cœur du problème à savoir la domination des trois multinationales sur notre eau et les profits exorbitants réalisés par ces derniers sur le dos des Guadeloupéens.

Créer un syndicat unique sans mettre en régie directe la gestion de notre eau revient à pérenniser un système mafieux qui profite aux actionnaires des multinationales et à certains

élus véreux qui y trouvent des intérêts personnels.

Les multinationales gèrent l'eau pour leurs propres intérêts et ceux des élus et cela en contrepartie du financement d'une campagne électorale, de la construction d'un bâtiment, d'un voyage ou d'une caisse de champagne. Le prix payé par l'utilisateur doit couvrir les frais liés à la production, à l'entretien, à la maintenance des réseaux, à l'investissement, à la distribution, à la qualité et à la rémunération des travailleurs et non à l'enrichissement des actionnaires ni aux petites magouilles des élus.

**OLA LAJAN LA PASÉ ?** La question gêne et les élus refusent d'aborder ce sujet car beaucoup ont mangé et mangent encore dans la bassine et cela sur le dos des Guadeloupéens. *Pis paka rété si chyen mò !*

**LKP REAFFIRME QUE REGLER LE PROBLEME DE LA GESTION DE L'EAU PASSE OBLIGATOIREMENT PAR LA MISE EN PLACE D'UNE GESTION EN REGIE DIRECTE.**

Une eau de qualité, à un prix juste, accessible à tous, à tout moment, et préservant l'intérêt général, cela n'est possible que dans le cadre d'un établissement public de production et de distribution de l'eau sans délégation de service public confiée aux multinationales.

**LKP dénonce le complot contre GWADLOUP organisé par la Région, le Département, la Préfecture, le SIAEAG, tous à la solde des multinationales, pou kouyonné é volé Gwadeloupéyen.**

**LKP EXIGE :**

- La mise en œuvre d'un audit indépendant sur le service de l'eau dans toutes les communes de Guadeloupe ;
  - La mise en régie directe de la gestion de l'eau pour en finir avec la *pwofitasyon* et revenir à un prix juste et équitable ;
  - L'arrêt de toutes délégations de service public et autres prestations de service public confiées aux opérateurs privés ;
  - Le transfert des salariés des opérateurs privés vers les régies ;
  - La rénovation du réseau de distribution sans augmentation des prix ni des impôts.